

# BRÈVES ÉCONOMIQUES

## Royaume-Uni

Une publication du SER de Londres  
Semaine du 20 au 26 octobre 2026

### Sommaire

Le chiffre de la semaine : l'inflation .....2

Le graphique de la semaine : .....2

En bref .....3

Actualités macroéconomiques .....3

CONJONCTURE .....3

FINANCES PUBLIQUES .....4

MARCHE DU TRAVAIL .....5

Actualités commerce et investissement .....6

COMMERCE .....6

INVESTISSEMENT .....6

Actualités financières .....7

REGLEMENTATION FINANCIERE .....7

MARCHES FINANCIERS .....8

## Le chiffre de la semaine : l'inflation

Selon l'[ONS](#), l'inflation, mesurée par l'indice des prix à la consommation (IPC), s'est établie à **+3,5 % en g.a. en septembre 2026** (après +3,1 % en août) et **supérieure aux attentes de marché (+3,4 %)**. Cette

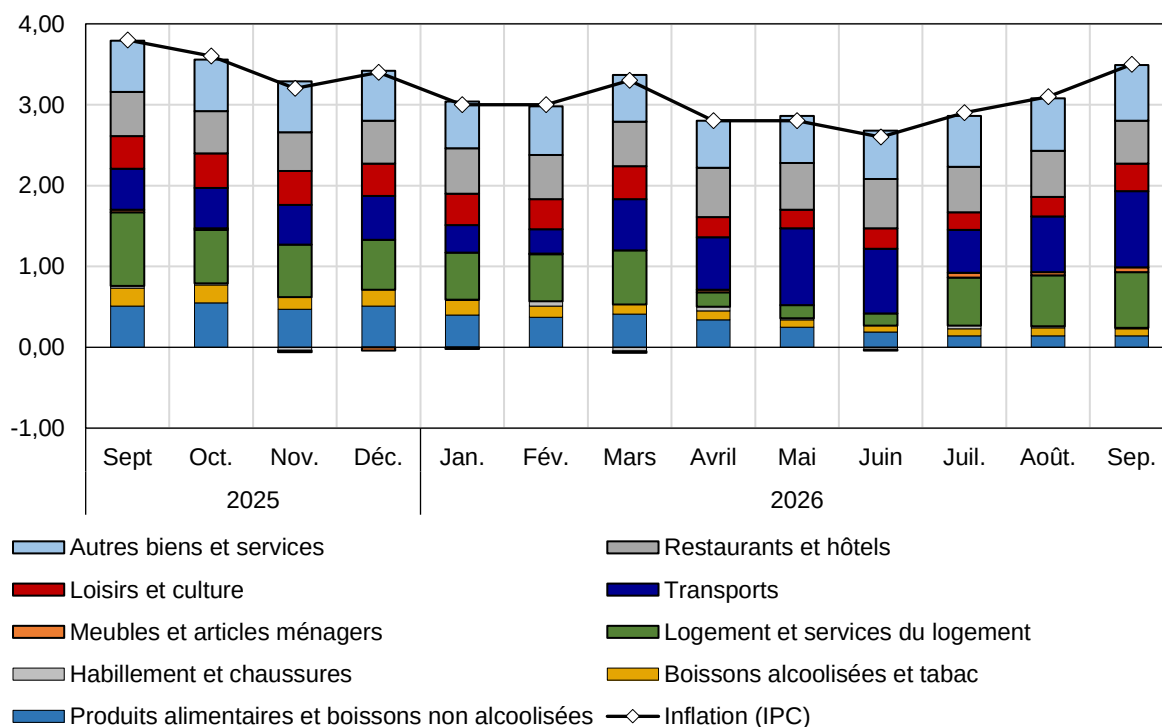
accélération s'explique par un effet courant positif (+0,4 point) et un effet de base nul. L'inflation sous-jacente a également progressé, à +2,8 % (après +2,6 % en août). Cette hausse concerne à la fois les biens, dont l'inflation atteint +3,2 % (après +2,7 %) et les services, à +3,7 % (après +3,4 %). La principale contribution à cette accélération provient de la remontée des prix des carburants. La composante « transport » a ainsi accéléré à +6,6 % (après +4,6 % en août), contribuant à hauteur de +0,25 point à l'accélération de l'inflation entre août et septembre. La composante « loisirs et culture » a également progressé (+2,3 %, après +1,6 %), contribuant à hauteur de +0,10 point, sous l'effet notamment de la hausse des prix des concerts et des téléchargements de jeux vidéo. La composante « logement » a contribué à hauteur de +0,06 point, principalement en raison de la hausse des prix du fioul domestique. À l'inverse, le ralentissement de l'inflation des prix hôteliers a contribué à hauteur de -0,04 point.

LE CHIFFRE À RETENIR

**+3,5 %**

## Le graphique de la semaine :

Contributions à l'inflation (IPC)



Source : SER de Londres, à partir des données de l'ONS.

## En bref

- Depuis le 20 octobre, la livre sterling s'est dépréciée par rapport au dollar américain et a atteint 1,3346 \$ (−0,3 %). En revanche, la livre sterling s'est appréciée par rapport à l'euro et a atteint 1,1938 € (+0,3 %), atteignant ainsi son plus haut niveau depuis mars.
- Au 26 octobre, le rendement du *gilt* à 10 ans s'établit à 5,352 % (−7,9 pdb par rapport à la semaine précédente), celui du *gilt* à 30 ans baisse à 5,76 % (−10,8 pdb).
- Le Financial Reporting Council, régulateur du secteur de l'audit, [a lancé](#) une enquête préliminaire pour déterminer si une enquête formelle est nécessaire dans l'affaire des comptes financiers possiblement truqués du club de football de Manchester City (voir [Brèves n°37](#)).
- La sixième série de négociations commerciales sur un accord de libre-échange élargi entre le Royaume-Uni et la Turquie [s'est tenue](#) du 28 septembre au 2 octobre 2026.
- L'association professionnelle UK Finance publie son [rapport](#) annuel sur la fiscalité du secteur bancaire et calcule un taux de taxation total de 46 % pour les banques de la place de Londres, le plus élevé parmi les pays étudiés (Allemagne, Etats-Unis, Irlande, Pays-Bas et Royaume-Uni).
- Le think-tank Tax Policy Associates [publie](#) lui aussi une étude sur la taxation des banques en s'appuyant sur une méthodologie différente. Elle estime que la fiscalité du secteur britannique est comparable, et même inférieure, à la plupart des pays européens (France, Espagne, Allemagne par exemple) à l'exception de l'Irlande.
- Dans une [interview](#) au Financial Times, le Président du Financial Ombudsman Service (médiateur des services financiers) explique qu'un nombre croissant de plaintes déposées par les consommateurs contient des hallucinations et des imprécisions générées par intelligence artificielle.
- Le Royaume-Uni et Singapour ont tenu leur [11<sup>ème</sup> dialogue financier](#) en abordant les coopérations possibles dans le domaine de la finance numérique, des marchés de capitaux et de la finance durable.

## Actualités macroéconomiques

### Conjoncture

**Les indicateurs d'activité du secteur privé britannique accélèrent en octobre, l'indice [PMI composite](#) atteignant 53,1, contre 52,0 en septembre, son plus haut niveau depuis février 2026.** Cette accélération reflète le rebond des nouvelles commandes, dont la croissance atteint son rythme le plus élevé depuis septembre 2024, ainsi que la progression de l'activité dans les services (PMI à 53,1, contre 52,1 en septembre) et dans l'industrie manufacturière. La production manufacturière enregistre notamment sa plus forte hausse depuis plus de deux ans, tandis que le PMI manufacturier progresse à 52,8 (contre 51,9 en septembre). Le regain de demande, domestique comme extérieure, est notamment soutenu par les investissements liés à l'intelligence artificielle et les services technologiques. Il s'accompagne d'une légère reprise de l'emploi dans le secteur privé, pour la première fois depuis septembre 2024, après

deux ans de contraction. Les perspectives restent toutefois contraintes par les incertitudes géopolitiques et politiques intérieures, la faiblesse de la confiance des consommateurs et les tensions sur les coûts. L'inflation des coûts des intrants accélère à son rythme le plus élevé depuis juin, en particulier dans l'industrie manufacturière, sous l'effet de la hausse des prix de l'énergie, des matières premières et du transport. Si les entreprises affichent un optimisme légèrement accru pour les douze prochains mois, celui-ci reste inférieur à sa moyenne de long terme.

**En revanche, la confiance des consommateurs britanniques s'effondre en octobre, l'indice GfK chutant de 11 points à -24, soit son plus fort recul depuis le vote en faveur du Brexit en juin 2016.** Toutes les composantes de l'indice se dégradent, en particulier les anticipations concernant la situation économique générale au cours des douze prochains mois (-14 points, à -36) et les intentions d'achats importants (-14 points, à -22). La perception de la situation économique passée recule également de 12 points, à -48. Les ménages se montrent aussi plus pessimistes concernant leurs finances personnelles, dont les indices rétrospectif et prospectif diminuent respectivement de 7 points (à -10) et de 8 points (à -3). L'indice d'épargne progresse légèrement (+1 point, à +28). Selon GfK, le recul est généralisé à l'ensemble des catégories de revenus, d'âge et de genre. Cette dégradation s'accompagne d'un recul des [ventes au détail](#), en baisse de 0,4 % en septembre, après une hausse de 0,7 % en août, selon l'ONS.

## Finances publiques

**En amont du Budget d'automne qui sera présenté le mercredi 28 octobre, le [gouvernement](#) britannique annonce 432 M£ supplémentaires pour lutter contre le sans-abrisme.** Présenté par le Premier ministre, ce financement porte à 874 M£ l'investissement total consacré à cet objectif et prolonge les dispositifs d'accompagnement au-delà de mars 2027. Le gouvernement vise à ce que toute personne dormant dans la rue se voie proposer une solution pour en sortir ou un accompagnement avant Noël 2026.

**Le [gouvernement](#) devrait également annoncer un allègement des contraintes administratives pesant sur les petites entreprises.** Le chancelier John Healey devrait annoncer la suppression de l'obligation pour les petites entreprises de déposer leurs comptes de résultat détaillés auprès de *Companies House*, le registre du commerce britannique. Cette mesure s'inscrit dans un programme de déréglementation dont le gouvernement estime qu'il pourrait permettre aux entreprises d'économiser 800 M£ par an. Le gouvernement prévoit également de simplifier les procédures d'achat et de vente immobiliers, avec 116 M£ d'économies annuelles attendues pour les entreprises concernées, et de faciliter l'accès des petites entreprises aux marchés publics.

**Selon le [Financial Times](#), le gouvernement britannique prévoit d'injecter 20,4 Md£ supplémentaires dans ses institutions financières publiques afin de soutenir l'investissement et la croissance.** Cette enveloppe sera répartie entre le *National Wealth Fund* (NWF), principal investisseur public britannique dans les infrastructures, qui recevra 15,4 Md£ supplémentaires et la *British Business Bank* (BBB), qui soutient le financement et le développement des entreprises, dont les capacités seront

renforcées de 5 Md£. Le Trésor estime que ces financements permettront de créer ou de soutenir 100 000 emplois d'ici 2035, notamment dans l'intelligence artificielle, la défense et les énergies vertes. Le NWF consacrera notamment 2 Md£ à un fonds dédié aux énergies renouvelables. Le financement sera déployé progressivement sur environ cinq ans, avec un recours à l'endettement public à partir de 2028-2029. Selon le Trésor, cette hausse de l'endettement sera neutre pour les passifs financiers nets du secteur public, l'indicateur retenu pour évaluer le respect de la seconde règle budgétaire du gouvernement, les nouveaux actifs financés venant compenser les passifs associés. Le think tank [Resolution Foundation](#) avait déjà évoqué, il y a quelques mois, la possibilité pour le gouvernement de tirer davantage parti de la capacité d'emprunt des institutions financières publiques. Il estimait qu'une augmentation de 16 Md£ des investissements du NWF sur cinq ans entraînerait un coût direct d'environ 400 M£ par an en intérêts sur la dette.

**Selon l'ONS, l'emprunt public mensuel s'est établi à 24,5 Md£ en septembre 2026, dépassant de 1,9 Md£ les prévisions de l'Office for Budget Responsibility (OBR) publiées en mars et réduisant les marges de manœuvre du gouvernement en amont du Budget.** Il augmente de 1,8 Md£ par rapport à septembre 2025. Cette hausse s'explique notamment par l'augmentation des dépenses publiques, en particulier des intérêts de la dette, qui atteignent 10,9 Md£ en septembre, un record pour ce mois depuis le début des séries statistiques. Au total, les recettes publiques s'élèvent à 99,3 Md£, contre 123,8 Md£ de dépenses. L'emprunt public depuis le début de l'exercice budgétaire 2026-27 (depuis avril 2026) atteint 97,8 Md£, 4,4 Md£ de moins qu'à la même date l'an dernier, mais 6,0 Md£ de plus que la trajectoire prévue par l'OBR en mars.

## Marché du travail

**Le taux de chômage recule à +4,7 % en août, tandis que l'emploi salarié progresse en septembre et que le nombre de postes vacants continue de diminuer.** Selon l'ONS, le [taux de chômage](#) s'établit ainsi à +4,7 % de la population active (âgée de plus de 16 ans) en trimestre glissant de juin à août, en baisse de 0,1 point par rapport au trimestre précédent et sur un an. Le nombre de chômeurs recule de 47 000 sur le trimestre, à 1,71 million. En parallèle, l'emploi augmente de 102 000 personnes, portant le nombre total de personnes en emploi à 34,6 millions. Le [taux d'emploi](#) progresse ainsi de 0,2 point sur le trimestre, à 75,3 %. En septembre, le [nombre de salariés](#) augmente de 13 000 par rapport à août (+0,04 %). Du côté des [offres d'emploi](#), le nombre de postes vacants recule à 691 000 sur la période de juin à août, soit une baisse de 21 000 (-2,9 %) par rapport au trimestre précédent. Il passe ainsi sous le seuil des 700 000 pour la première fois depuis février-avril 2021. La [croissance annuelle des salaires](#) nominaux atteint +3,7 % en août 2026 en trimestre glissant, en hausse de +0,1 point hors bonus. En termes réels, la progression reste limitée, à +0,6 % pour les salaires de base et +0,7 % pour les salaires totaux. La croissance salariale demeure plus dynamique dans le secteur public (+6,3 %) que dans le secteur privé (+3,0 %).

**L'insertion professionnelle des diplômés britanniques se dégrade, dans un contexte de croissance atone et de difficultés de recrutement des petites entreprises.** Selon une étude de [Jisc](#), organisme britannique spécialisé dans les données sur

l'enseignement supérieur, la part des diplômés en emploi à temps plein 15 mois après l'obtention de leur diplôme est passée de 59,6 % pour la cohorte 2020-2021 à 54,8 % pour celle de 2023-2024. Sur la même période, le taux de chômage des diplômés a progressé de 5 % à 6,8 %, tandis que la part des emplois à temps partiel a augmenté de 10,4 % à 13,1 %. La proportion de diplômés occupant un poste qualifié a également reculé, de 75,5 % à 70,9 % parmi ceux ayant trouvé un emploi. Selon Jisc, ces évolutions s'expliquent principalement par la faiblesse de l'activité économique et les difficultés des petites entreprises à absorber les coûts et les incertitudes liés aux embauches.

## Actualités commerce et investissement

### Commerce

**Des entreprises britanniques obtiennent plus de 330 M£ de contrats d'exportation pour participer à neuf grands projets d'infrastructures en Guinée et au Bénin, dans les domaines de l'éducation, de l'eau potable, du transport d'électricité et des bâtiments publics.** Ces contrats bénéficient de 1,1 Md£ de financements et de garanties de UK Export Finance (UKEF), l'agence britannique de crédit à l'exportation. Ils ont été annoncés le 20 octobre, à l'ouverture à Conakry du cinquième forum commercial et d'investissement entre le R-U et l'Afrique francophone de l'Ouest et du Centre (WCAF). UKEF a également relevé de 1,7 Md£ sa capacité d'engagement dans la région, afin de faciliter le soutien à de futurs projets d'exportations. Parmi les 330 M£ de contrats obtenus par des entreprises britanniques, Planet One réalisera en Guinée un programme de construction d'écoles primaires et secondaires dans quatre régions, financé à hauteur de 75 M£ par UKEF, et Aqua Africa mènera un projet régional d'accès à l'eau potable soutenu à hauteur de 91 M£. Au Bénin, ACC UK Group Ltd construira un nouveau complexe administratif gouvernemental, financé à hauteur de 82 M£.

### Investissement

**Le Royaume-Uni et Oman renforcent leur coopération économique lors de la visite d'État du sultan Haitham bin Tarik.** À l'occasion de la visite d'État du sultan Haitham bin Tarik, UK Export Finance, l'agence britannique de crédit à l'exportation, a porté de 5,4 à 7 Md£ sa capacité de financement des exportations britanniques vers Oman. Les deux pays ont également signé un accord, le Sovereign Partnership for Cooperation and Promotion of Investment, visant à accélérer les investissements bilatéraux dans plusieurs secteurs : énergies renouvelables, technologies, minerais critiques, spatial, santé et services financiers. Ces investissements s'inscrivent dans le prolongement du *UK-Oman Sovereign Investment Partnership*, mis en place en 2022. Depuis le début du programme, Oman a investi 1,7 Md£ au R-U. Par ailleurs, l'entreprise britannique Yamna, soutenue par des fonds d'investissement britanniques, doit signer un accord avec Oman pour la construction d'un centre de données d'intelligence artificielle à Salalah, au sud du pays. La première phase du projet dépasserait 1 Md£ et devrait créer, selon le gouvernement britannique, plus de 100 emplois qualifiés au R-U.

# Actualités financières

## Réglementation financière

**Katharine Braddick, directrice générale de la Prudential Regulation Authority (PRA), [annonce](#) pour 2027 la première stratégie quinquennale du régulateur, articulée autour de quatre priorités : résilience, croissance, innovation et transparence.** Dans son discours du 22 octobre, elle estime que la résilience du secteur financier a été restaurée et significativement renforcée, et entend préserver cet acquis tout en adaptant la supervision. La PRA créera une direction dédiée aux risques opérationnels et cyber. Pour soutenir la croissance, elle souhaite dépasser la seule analyse des coûts et bénéfices de la réglementation et mieux intégrer ses effets sur l'investissement, la disponibilité du capital et le prix des services financiers. L'exploitation des données et des nouvelles technologies doit rendre la supervision plus réactive tout en allégeant les demandes adressées aux entreprises. Enfin, elle promet davantage de transparence sur les priorités et les performances du régulateur.

**Nikhil Rathi, directeur général de la Financial Conduct Authority (FCA), [plaide](#) pour une supervision plus réactive et un partenariat élargi afin de préserver l'intégrité des marchés face aux transformations numériques.** Dans son discours lors du dîner des régulateurs, il avertit qu'une approche réglementaire « analogique » à l'ère numérique condamnerait les autorités à subir les évolutions de manière réactive, plutôt qu'à créer les conditions propices à la réussite du Royaume-Uni. Les nouvelles technologies amplifient les vulnérabilités : volatilité inédite, risques de concentration, nouvelles formes d'abus de marché et criminalité financière transfrontalière. Il défend une simplification des exigences de conformité, une mobilisation accrue des pouvoirs existants, y compris face aux menaces provenant d'acteurs hors du périmètre directement supervisé, et l'utilisation de l'intelligence artificielle pour renforcer la détection des risques. Il appelle surtout à un partenariat dépassant les seuls régulateurs financiers pour apporter une réponse à l'échelle du système.

**La Financial Conduct Authority (FCA) précise que se présenter comme un acteur de la finance décentralisée (DeFi) ne [permet pas](#), à lui seul, d'échapper à la réglementation des cryptoactifs, et rappelle que les entreprises utilisant ces technologies [restent](#) soumises aux exigences applicables à la finance traditionnelle.** Dans sa consultation sur le périmètre réglementaire, elle explique que l'obligation d'agrément dépend des activités réellement exercées par chaque participant, et non de l'appellation « décentralisée » ou du recours à des contrats intelligents. Ainsi, une entreprise exerçant une activité réglementée à titre professionnel au Royaume-Uni devra être agréée ou bénéficier d'une exemption, même si son service repose sur un protocole décentralisé. Une exclusion ciblée est toutefois prévue pour les prestataires purement techniques qui fournissent un simple accès, sans véritable intermédiation. En parallèle, un projet de lignes directrices précise, sans créer de nouvelles obligations, comment appliquer les exigences existantes de résilience opérationnelle et de lutte contre la criminalité financière aux entreprises utilisant la DeFi. Les deux textes sont soumis à consultation jusqu'au 18 novembre 2026.

## Marchés financiers

Un premier [rapport](#) de suivi de l'accord de Mansion House révèle que les signataires de l'accord ont investi 6,6 % de leurs actifs sur les marchés privés. Pour rappel, cet accord a été signé de manière volontaire par 17 grands gestionnaires de retraites britanniques en octobre 2025, s'engageant ainsi à investir au moins 10 % des fonds par défaut des régimes à cotisations définies dans des actifs privés, dont 5 % au minimum au Royaume-Uni (voir [Brèves n°20](#) en 2025). Ce premier point d'étape, réalisé par les associations d'intérêts Pensions UK, City of London Corporation et l'Association of British Insurers montre que 22,1 Md£ d'actifs parmi les fonds par défaut sont investis dans des actifs privés, soit 6,6 %, au 31 décembre 2025. 11,1 Md£ de ces actifs privés sont dans des actifs britanniques (3,3 % du total). Les actifs britanniques sont en majorité dans l'immobilier (8 Md£), avec aussi une allocation en infrastructures (1,3 Md£) et en crédit privé (900 M£). Cependant, seulement 500 M£ ont été investis dans le capital investissement, un [niveau jugé](#) « décevant » par Michael Moore, qui préside l'association d'intérêts des fonds d'investissement UK Private Capital. Zoe Alexandre, en charge des affaires publiques chez Pensions UK, souligne que ses membres essaient de développer leur allocation au capital investissement malgré certaines barrières (notamment les coûts), et que ce processus prendra du temps à se matérialiser. Ces progrès interviennent alors que le gouvernement s'est octroyé un pouvoir de « mandation » permettant, de manière limitée, de rendre l'accord de Mansion House contraignant (voir [Brève n°18](#)).

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.  
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :  
[www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

Responsable de la publication : Service économique régional de Londres

Rédaction : SER de Londres et Service de l'attachée fiscale

Abonnez-vous : [londres@dgtrésor.gouv.fr](mailto:londres@dgtrésor.gouv.fr)